

# Honduras : Pourquoi le coup d'État

lundi 5 octobre 2009, par [DUVAL Jérôme](#), [LAMARQUE Cécile](#) (Date de rédaction antérieure : 17 septembre 2009).

**Près de trois mois après le coup d'État et malgré les fermes condamnations venant de l'Organisation des États américains (OEA), de l'Organisation des Nations unies (ONU), de l'Union européenne et du président des États-Unis Barack Obama, les putschistes tiennent toujours les rênes répressives et meurtrières du pouvoir. Ceux qui s'attendaient à une évolution positive de la diplomatie étasunienne sous le mandat du président Obama reçoivent là un bien mauvais signal...**

## Sommaire

- [Le Honduras commençait à \(...\)](#)
- [Un coup d'État peut en cacher](#)
- [La diplomatie de la nouvelle](#)
- [Le bal des hypocrites](#)

Le 28 juin, le président Manuel Zelaya est séquestré puis expulsé du pays par les militaires honduriens, formés dans la tristement célèbre École des Amériques, rebaptisée en 2001 « Institut de l'hémisphère occidental pour la coopération sur la sécurité ». Washington nie toute implication dans le coup d'État militaire. Au fil des jours, les sources diplomatiques viendront pourtant confirmer que l'administration américaine connaissait dès le début les intentions des putschistes. Le coup a été préparé depuis la base états-unienne de Soto Cano, à 97 km au nord de la capitale Tegucigalpa, où opère l'unité états-unienne, la Joint task force Bravo, sous le commandement de l'U.S Southern Command, en charge des intérêts états-unis en Amérique centrale, méridionale et caraïbe. Entre autres instigateurs du Coup, on trouve plusieurs « faucons » de Washington : Hugo Llorens, ambassadeur états-unien en poste à Tegucigalpa ; John Negroponte, ancien diplomate au Honduras de 1981 à 1985 (pour organiser la lutte armée contre le Nicaragua sandiniste) et actuellement conseiller à la secrétaire d'État Hillary Clinton ; Otto Reich et Roger Noriega, deux sous-secrétaires d'État pour l'hémisphère occidental (Amérique latine) sous le gouvernement Bush [1], etc.

Le coup d'État est réalisé le jour où Manuel Zelaya organise une « consultation » à caractère non contraignant demandant aux Honduriens s'ils désiraient, ou non, la convocation d'une Assemblée nationale constituante, après les élections prévues le 29 novembre 2009 [2]. Si cette consultation avait recueilli une majorité de « oui », le président aurait soumis un décret à l'approbation du Congrès pour que, le 29 novembre, les Honduriens se prononcent formellement sur la convocation d'une Constituante, dans une « quatrième urne » (les trois premières étant réservées respectivement à l'élection du président, des députés et des maires). Pour donner un semblant de légalité au coup, le Congrès et la Cour Suprême, associés au putsch, ont jugé ce scrutin illégal et ont fait valoir que le président Zelaya a « violé la Constitution » en prétendant la modifier « pour pouvoir briguer un nouveau mandat », à la manière d'un « apprenti dictateur chaviste ». Or, Manuel Zelaya ne cherchait pas, via cette consultation populaire, à reconduire son mandat présidentiel lors des prochaines élections puisque celles-ci se tiendront dans le cadre de l'actuelle Constitution qui prévoit des mandats présidentiels de quatre ans non renouvelables. Zelaya ne pouvait donc pas être candidat à sa propre succession.

Revêtus d'oripeaux légaux, les usurpateurs ont alors pu décorer du ruban présidentiel Roberto Michelletti, rival de toujours de Zelaya au sein du parti libéral et président du Congrès national, sous l'œil complice et bienveillant des principaux médias et observateurs internationaux [3]. La notion de légalité est apparemment malléable : les gouvernements et institutions internationales sont restés silencieux ces dernières années quand certains chefs d'État africains et latino-américains, soumis aux intérêts des grandes puissances capitalistes, ont levé la limitation du nombre de mandats présidentiels. L'exemple du président colombien Alvaro Uribe, proche allié de Washington, est éloquent : À l'arrivée au pouvoir en 2002 de Uribe, toute réélection était interdite par la Loi fondamentale. Une révision de la Constitution avait permis la première réélection du président conservateur en 2006. Le Congrès colombien a approuvé le 2 septembre la convocation d'un référendum sur une réforme constitutionnelle qui doit permettre à Alvaro Uribe de briguer un troisième mandat l'an prochain [4] Les médias ne semblent pas s'en offusquer.

On l'aura compris, le véritable motif du coup est ailleurs. Quelle menace représentait le pion hondurien, quasi-colonie étasunienne, sur l'échiquier latino-américain pour que l'administration Obama recoure aux vieilles méthodes qu'elle faisait mine d'avoir abandonnées ?

### **Le Honduras commençait à s'émanciper**

Manuel Zelaya a commis plusieurs péchés capitaux. Pourtant issu de l'oligarchie et membre du Parti Libéral, Zelaya a essayé de rompre avec les élites politico-économiques qui règnent sur la « république bananière », toute tournée vers les intérêts nord-américains, pour le plus grand profit de quelques oligarques nationaux. Il a pris une série de mesures progressistes en faveur des classes populaires, par exemple l'augmentation de 60% du salaire minimum, ce qui a provoqué l'ire des entrepreneurs nationaux et des firmes américaines, qui exploitent à moindre coût les ressources naturelles - bananes, pétrole, etc. - et les travailleurs. Sur fond de crise économique, en août 2008, il rejoint l'ALBA, l'Alternative bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), l'alliance constituée par le Venezuela, Cuba, la Bolivie, l'Équateur, le Nicaragua et la Dominique. En décembre, Zelaya adhère à PetroCaribe, une initiative lancée par le Venezuela pour fournir aux pays de la région non exportateurs d'hydrocarbures du pétrole à un prix inférieur au prix du marché mondial.

Par ce « virage à gauche », Manuel Zelaya s'est attiré les foudres des classes capitalistes honduriennes et états-uniennes. Les grands titres de presse écrite hondurienne (El Heraldo, La Prensa, La Tribuna) et les principales chaînes de télévision, contrôlés par une poignée de familles puissantes qui règnent sur le Honduras préparent le terrain au putsch : ils crient à la « dérive » chaviste et font systématiquement l'impasse sur les mesures qui bénéficiaient aux secteurs les plus pauvres de la population en termes de salaires, d'éducation, de santé et d'accès aux services de base, etc. Pour rétablir l'équilibre médiatique, Zelaya lance un hebdomadaire fin 2007, El Poder Ciudadano, et rend public le Canal 8, une chaîne de télévision qui n'émettait plus [5]. Scandalisés, les médias parlent de « totalitarisme » et de violations à « la liberté d'expression ».

Le 31 mai 2008, à cause des risques de sécurité que présentait l'aéroport international de Tocontín, le président Zelaya annonce que la base américaine de Soto Cano, installée depuis 1981 à l'époque de la Guerre froide quand Washington se préparait à miner les ports nicaraguayens et à armer la Contra qui allait bientôt opérer contre les sandinistes à partir du territoire hondurien, sera utilisée pour des vols commerciaux internationaux. Alors que l'Équateur n'a pas renouvelé la base militaire de Manta, le projet de mettre fin à la présence militaire US au Honduras, point d'appui aux ingérences en Amérique latine, a vraisemblablement décidé Washington. Le Coup liquide le maillon le plus faible de l'ALBA, mais a des implications bien au-delà des frontières du Honduras...

## Un coup d'État peut en cacher un autre

Le Coup d'État au Honduras a pour objectif de fragiliser l'ensemble des processus démocratiques et sociaux qui ont porté au pouvoir ces dernières années des gouvernements « progressistes », en rupture avec le modèle néolibéral et avec la traditionnelle domination des États-Unis. Il vise tout particulièrement les pays de l'ALBA, notamment ses poids lourds - Cuba, la Bolivie, le Venezuela, l'Équateur- qui prônent un socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle.

Après le retour au pouvoir de Daniel Ortega au Nicaragua en 2006, l'élection en 2008 du président Alvaro Colom au Guatemala et de Mauricio Funes du Front Farabundo Marti de Libération Nationale au Salvador (ex-guérilla des années 80), le coup vise également à contenir un risque de « contagion chaviste » en Amérique centrale, un corridor stratégique permettant d'assurer le contrôle de l'Amérique latine. Et afin d'augmenter la menace contre les pays de l'ALBA, les États-Unis entendent renforcer leur présence militaire : en juillet 2009, Washington a obtenu du président Alvaro Uribe l'octroi aux militaires états-uniens de sept bases colombiennes.

## La diplomatie de la nouvelle Amérique

Obama avait promis un grand changement. Force est de constater qu'en matière de politique étrangère, le changement est surtout dans le style. Le discours officiel n'est plus hégémonique et guerrier, mais les intérêts de Washington sont toujours défendus par tous les moyens.

L'administration d'Obama ne peut ignorer la légitimité du Président Zelaya, mais elle ne peut pas non plus condamner catégoriquement le putsch car il mettrait en danger ses intérêts économiques et géopolitiques et ses relations avec l'oligarchie hondurienne. Pour enterrer l'esprit des résolutions de l'OEA et de l'ONU visant le retour « sans conditions » du président Zelaya, elle réussit à imposer la médiation du président costaricain Oscar Arias, fidèle allié de Washington, et, sans renoncer d'un pouce à la défense de ses intérêts, parvient à entretenir l'illusion d'un discours legaliste.

Cette stratégie de négociation avec le régime du coup d'État vise à imposer un compromis inacceptable, comprenant : le retour du président Zelaya mais avec des pouvoirs réduits et partagés avec les putschistes dans le cadre d'un gouvernement de « réconciliation et d'union nationale » en attendant les prochaines élections présidentielles de novembre 2009 ; une amnistie générale pour les délits politiques en relation avec le coup d'État ; l'interdiction de toute consultation populaire appelant à une Assemblée constituante.

## Le bal des hypocrites

Face à l'intransigeance du gouvernement illégitime [6] qui n'accepte pas l'un des points de ces accords de San José (celui prévoyant le retour sous conditions de M. Zelaya au palais présidentiel), début septembre - soit plus de deux mois après le coup !-, Washington a révoqué les visas du président proclamé Michelletti, de son ministre des Affaires Etrangères Carlos Lopez et de 14 magistrats, annoncé la fin d'un « *large éventail d'aide* » [7] et déclaré qu'elle ne légitimerait pas des élections sous le patronage du gouvernement issu du coup [8]. Washington durcit le ton pour ramener les putschistes à la raison : accepter la « solution Arias ».

En définitive, les élections du 29 novembre prochain semblent être un processus vicié d'avance. Alors que le régime illégitime a donné le coup d'envoi de la campagne électorale, l'ONU, l'OEA et certains gouvernements ont annoncé qu'ils ne reconnaîtront pas les résultats de l'élection si le

processus électoral se déroule en dehors de l'accord de San José. Or, si la proposition Arias, qui légitime les putschistes, est acceptée, un blanc-seing sera donné pour de futurs coups et « dictablandas » (dictatures militaires avec des façades « légales »), ce qui provoquerait un précédent grave et dangereux pour tout le continent latino-américain.

Si l'administration Obama, avec son offensive diplomatico-guerrière, est en passe de réussir son « expérience-pilote » pour réinstaller des gouvernements inféodés à Washington, elle n'a cependant pas pu épuiser la résistance du peuple hondurien, qui lutte de façon pacifique et déterminée contre le régime de Micheletti. *« C'est l'aspect positif de cette situation : la transformation de la culture politique de la majorité des Honduriens, explique le syndicaliste Carlos Reyes, porte-parole du Front de Résistance contre le coup d'Etat et candidat de longue date au scrutin présidentiel du 29 novembre [9]. On atteint un niveau de lutte de classe qui n'avait jamais eu lieu au Honduras, à laquelle il aurait été difficile d'arriver à travers des manuels. Aujourd'hui, les gens ont compris dans la rue, à travers la résistance et la lutte. C'est pour cela que les gens ne se préoccupent pas tellement de savoir si nous allons perdre ou gagner, on continue ! Jamais je n'ai pensé qu'on arriverait à cela, c'est un véritable soulèvement populaire, et jamais je n'aurais imaginé que cette bourgeoisie nous aiderait autant ! Aujourd'hui, le système bi-partite [10] est en échec, et ils [les putschistes] ont contribué à cela » [11].*

Les paysans, syndicats, groupes de femmes, étudiants, organisations sociales et politiques, intellectuels et citoyens issus de tous les horizons sont tous montés au front, et le mouvement de résistance se renforce, se structure, malgré la répression. Au delà du retour du président Zelaya, ce puissant mouvement populaire affirme d'ailleurs que la tenue d'une assemblée constituante est devenue l'objectif même de la résistance actuelle. Le mot-d'ordre est clair : « Avec ou sans Zelaya, pour l'Assemblée Constituante ! ».

---

Afin de participer au soutien à la lutte de résistance du peuple hondurien, le CADTM a envoyé, en concertation avec la coordination internationale de soutien à la lutte au Honduras, une mission de deux personnes sur place, Jérôme Duval et Cécile Lamarque. Il s'agissait d'accompagner les manifestants, de faire connaître à l'étranger leurs actions et leurs opinions. Il s'agissait aussi de leur amener une aide financière. Après trois mois de lutte, malgré la répression, le mouvement de résistance se poursuit et s'accroît. **La solidarité avec le peuple du Honduras doit être renforcée.**

Le CADTM appelle tous les mouvements sociaux, les partis politiques, les syndicats, les citoyens, à s'opposer à cette attaque contre les droits humains, et à se mobiliser pour affirmer leur solidarité avec le peuple hondurien et exiger le retour à un état de droit. **NON au retour des dictatures !**

Le CADTM appelle tous les gouvernements à rompre les liens diplomatiques et économiques avec le régime illégitime et à refuser toute légitimation du processus électoral lancé par la dictature de Micheletti.

**Faites un don pour soutenir la lutte au Honduras !** Le CADTM lance un appel à toutes et à tous pour soutenir financièrement la résistance au Honduras. Faites un don au CADTM avec la mention « Honduras » via son site internet (<http://www.cadtm.org/spip.php?article69>), par virement bancaire (IBAN BE06 0012 3183 4322, code Swift BIC : GEBA BE BB) ou en envoyant un chèque à l'ordre du CADTM

---

## P.-S.

\* Sur le site du CADTM :

<http://www.cadtm.org/Honduras-Pourquoi-le-coup-d-Etat>

---

## Notes

[1] Lire Washington et le coup d'État au Honduras : Voici la preuve, par Eva Golinger.  
<http://www.mondialisation.ca/PrintA...>

[2] La question était : « *Êtes-vous d'accord qu'aux prochaines élections générales de 2009, une 4<sup>e</sup> urne soit installée pour permettre au peuple de se prononcer sur la convocation d'une assemblée nationale constituante ? OUI ou NON* ».

[3] Les principaux médias, complices des putschistes, ont très vite dissimulé une information majeure, tant l'escroquerie était patente : la prétendue lettre de démission de Manuel Zelaya présentée par les députés putschistes, que Manuel Zelaya affirme n'avoir jamais rédigée.

[4] L'initiative doit encore être entérinée par la Cour Suprême. \_  
<http://www.cyberpresse.ca/international/amerique-latine/200909/02/01-898094-colombie-uribe-fai-t-un-pas-de-plus-vers-sa-reelection.php>.

[5] Bien sûr, depuis le coup d'État, El Poder Ciudadano n'existe plus et Canal 8 est en passe de revenir aux mains de Elias Asfura, son ancien propriétaire.

[6] Lors de ses négociations, la délégation du gouvernement de facto est accompagné de deux conseillers américains, ardents défenseurs des Clinton : Bennet Ratcliff, qui a travaillé pour Bill Clinton (1993-2001) et Lanny Davis, porte-parole le plus virulent d'Hillary durant la campagne des primaires contre Obama pour la candidature démocrate à la présidentielle, et membre du Conseil Hondurien de l'Entreprise Privée, un concentré de l'oligarchie locale putschiste.

[7] <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2009/sept/128608.htm>

[8] <http://www.telesurtv.net/noticias/secciones/nota/57528-NN/eeuu-cancela-visa-a-micheletti-y-a-otros-miembros-del-gobierno-de-facto-hondureno/>

[9] Dans la situation actuelle de dictature, aucun secteur du Front ne participera aux élections. Carlos Reyes retirera sa candidature si le président renversé n'est pas réinstallé dans ses fonctions.

[10] Dominé par le Parti national (droite) et le Parti libéral (centre). Ce dernier, dont est issu Manuel Zelaya, est aujourd'hui divisé entre légitimistes et pro-putsch.

[11] Honduras : « En voulant sauver le système, le putsch a fini de le discréditer », par Sabine Masson, [http://www.michelcollon.info/index.php?option=com\\_content&view=article&id=2247](http://www.michelcollon.info/index.php?option=com_content&view=article&id=2247)